

de la politique de l'*apartheid* de l'Afrique du Sud?

L'hon. Howard C. Green (premier ministre suppléant): La conférence est encore en cours à Londres. Je pense qu'elle se terminera demain et que le premier ministre en fera rapport à la Chambre lundi prochain.

LES TRAVAUX DE LA CHAMBRE

DEMANDE DE HÂTER LE DÉPÔT DES DOCUMENTS PARLEMENTAIRES

A l'appel de l'ordre du jour.

M. W. M. Benidickson (Kenora-Rainy-River): J'aimerais poser une question au premier ministre suppléant. Il n'a pas oublié, j'en suis sûr, l'intérêt que nous portons au dépôt de documents parlementaires. Plus tôt, au cours de la présente session, j'ai fait remarquer que la moitié des documents qui n'ont pas été déposés pendant la dernière session à la suite d'ordres de dépôt de documents intéressaient un ministère en particulier. Hier, on a donné suite à une motion de dépôt de documents inscrite en mon nom et adoptée au début de la session de 1959; il s'agissait de la motion n° 5, datée du 15 avril 1959. Les députés peuvent constater que le dossier déposé à la suite de cette motion n'est pas trop volumineux. Le dernier document est une lettre portant la date du 10 avril 1959.

Je me demande si le premier ministre suppléant, conformément à l'assurance que nous a fournie le premier ministre, fera enquête là-dessus, afin de déterminer si l'on ne peut pas faire droit à l'opposition avec plus de diligence en ce qui concerne le dépôt des documents demandés.

L'hon. Howard C. Green (premier ministre suppléant): Monsieur l'Orateur, je me ferai un plaisir d'étudier cette question. Permettez-moi d'ajouter que nous avons vraiment tâché de rompre avec certaines des mauvaises habitudes que le gouvernement précédent avait contractées.

LA LOI RELATIVE AUX ENQUÊTES SUR LES COALITIONS

OXYDE DE ZINC—QUESTION AU SUJET D'ORDONNANCES RESTRICTIVES

A l'appel de l'ordre du jour.

M. Frank Howard (Skeena): Monsieur l'Orateur, j'ai une question à poser au ministre de la Justice. Quelles dispositions a-t-on prises ou songe-t-on à prendre contre la *Zinc Oxide Company of Canada Limited* et l'*Hudson's Bay Mining and Smelting Company Limited*, afin de donner suite aux recommandations de la Commission d'enquête sur les pratiques restrictives du commerce, au sujet

de certaines ordonnances restrictives par suite du rapport de cette commission relativement à la production et à la vente d'oxyde de zinc?

L'hon. E. D. Fulton (ministre de la Justice): Monsieur l'Orateur, l'honorable député a eu l'obligeance de m'avertir hier qu'il allait poser cette question. Je le prie de m'excuser de n'avoir pas pu obtenir des renseignements complets. Je crois me rappeler que le rapport a été soumis à un conseiller juridique et, sur son avis, aucune mesure n'a été prise. Je me ferai un devoir d'obtenir des précisions qui me permettront de donner une réponse plus explicite. Je regrette de ne pas les avoir obtenues pour aujourd'hui.

QUESTIONS OUVRIÈRES

LES PROVINCES ATLANTIQUES—QUESTION AU SUJET D'AVIS ANNONÇANT DES OFFRES D'EMPLOI

A l'appel de l'ordre du jour.

M. H.-J. Robichaud (Gloucester): Monsieur l'Orateur, je voudrais poser une question au ministre du Travail. Vu les renseignements donnés hier à la Chambre par le ministre de la Citoyenneté et de l'Immigration relativement aux annonces publiées dans les îles britanniques à propos d'offres d'emploi dans certains métiers, le ministre songerait-il à l'à-propos de faire savoir aux bureaux du Service national de placement des provinces atlantiques dans quelles parties du Canada il existe des occasions d'emploi pour des charpentiers, des plombiers, des électriciens et des peintres, afin de permettre à ces bureaux de trouver des emplois pour un grand nombre de nos 125,000 demandeurs d'emploi qui sont spécialisés dans ces métiers?

L'hon. Michael Starr (ministre du Travail): Monsieur l'Orateur, je crois savoir que le Service de placement de la Commission d'assurance-chômage répand constamment des renseignements à propos des régions où des emplois sont disponibles, selon les catégories, les métiers et les connaissances. Cet échange de renseignements se fait constamment dans les bureaux d'un océan à l'autre.

EXTENSION DU MANDAT DU COMITÉ CHARGÉ DE S'OCCUPER D'ELLIOT-LAKE

A l'appel de l'ordre du jour.

M. D. M. Fisher (Port-Arthur): Monsieur l'Orateur, je veux poser au ministre du Commerce une question qui a trait à son rôle de sauveur d'Elliot-Lake. Vu qu'on rapporte que le comité s'occupera aussi de Bancroft et d'Uranium City le ministre voudrait-il nous dire si ces rapports sont fondés, et comment cela cadrera avec le programme que s'est tracé le comité?